



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Secrétariat général
pour les affaires régionales
et européennes*

Accord-cadre à marchés subséquents

***Prestations d'assurances pour les services de l'Etat et certains
établissements publics en région Grand Est***

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Le présent document est commun à tous les lots

2026_PFRAGE_ASSUR

Procédure de passation : Procédure avec négociation



1	CONTEXTE	3
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
3	ALLOTISSEMENT	4
4	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
5	DUREE	5
6	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
7	MODALITES D'EXECUTION	6
8	PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS	8
9	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
10	MODIFICATION ET CLAUSES DE REEXAMEN	11
11	SECURITE DES SITES	12
12	REGIME FINANCIER	13
13	FACTURATION	16
14	DECLARATION DE SINISTRE	18
15	Mise en place des prestations – Note de couverture	19
16	PENALITES	19
17	PERTE DE L'EXCLUSIVITÉ	20
18	DISPOSITIONS DIVERSES	20
19	DIFFERENDS	22
20	RÉSILIATION	23
21	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	23

1 CONTEXTE

Les services de l'État (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) et certains établissements publics situés en région Grand-Est coordonnent leurs besoins communs en matière d'assurances dommages aux biens – objets de valeur et d'art et responsabilité civile concernant les biens immobiliers qu'occupent les services déconcentrés de l'État et établissements publics en région Grand-Est en tant que propriétaires, locataires ou à titre gracieux et des biens mobiliers installés dans ces bâtiments.

DEFINITIONS – PARTIES À L'ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur (PA), l'acheteur ou maître d'ouvrage est l'État. Il est représenté par le Préfet de la région Grand Est ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet.

La **Plate-Forme Régionale des Achats (PFRA)** est le service du Secrétariat Général aux Affaires Régionales et Européennes (SGARE) qui coordonne le recueil de l'expression des besoins, la passation et le suivi global de l'accord-cadre (éventuels avenants, validation des révisions de prix).

Secrétariat général pour les affaires régionales et européennes (SGARE)
Plateforme régionale des achats de Grand Est (PFRA)
5, Place de la République
67073 STRASBOURG cedex
achat@grand-est.gouv.fr

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec le pouvoir adjudicateur, et les marchés subséquents avec les services bénéficiaires. Il désigne les personnes habilitées à le représenter durant l'exécution des prestations.

Les services bénéficiaires (ou ordonnateur) sont les services déconcentrés et établissements publics de l'État concernés par l'accord-cadre. Chacun pour ce qui le concerne procède à la passation des marchés subséquents et des bons de commande, s'assure du pilotage et du contrôle de la bonne exécution des prestations, ainsi que du suivi administratif et financier du marché (traitement des factures, mise en paiement, etc.).

Les services bénéficiaires sont présentés en annexe 1 du présent CCAP.

L'ensemble des services de l'État de la région Grand Est (à l'exception du ministère des Armées) peut adhérer à cet accord-cadre en fonction de ses besoins et à l'issue de ses éventuels engagements contractuels préexistants à l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'accepter ces évolutions sans que cela n'impacte les tarifs convenus.

Les infrastructures sous tutelle des collectivités territoriales ne sont pas concernées.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet les prestations d'assurances dommages aux biens - objets de valeur et d'art et responsabilité civile concernant les biens immobiliers qu'occupent les services déconcentrés

de l'Etat et établissements publics en région Grand-Est en tant que propriétaires, locataires ou à titre gracieux et des biens mobiliers installés dans ces bâtiments.

Les prestations consistent à couvrir :

- Les dommages causés au patrimoine immobilier appartenant à l'État et Etablissements Publics en région Grand Est ;
- Les dommages causés aux bâtiments occupés par les services de l'Etat et Etablissements Publics en région Grand Est en tant que locataire ou occupant à titre gracieux ;
- Les dommages causés aux mobiliers appartenant à l'Etat et Etablissements Publics et installés dans ces bâtiments ;
- Les dommages causés aux œuvres d'art et objets de valeur appartenant à l'Etat et Etablissements publics ou mis à disposition de ces derniers ;
- Les préjudices dus au titre de la responsabilité civile de l'Etat.

Le présent accord-cadre d'assurances est régi tant par le code des assurances que par le CCAP et le CCTP.

L'accord-cadre déroge aux dispositions de l'article L.121-8 du code des assurances.

Les dispositions contenues dans le présent DCE prévalent sur les conditions générales de l'assureur, éventuellement jointes aux offres des candidats. Les conditions générales de l'assureur peuvent cependant venir compléter les dispositions non prévues par le CCAP et le CCTP.

L'assureur déclare avoir eu connaissance de tout renseignement nécessaire à une juste appréciation des risques.

CPV principal : 66515000-3 – Services d'assurance dommages ou pertes

CPV : 66516000-0 – Services d'assurance responsabilité civile

GM : 45.01.01

3 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloti de la manière suivante :

N° Lot	Intitulé des lots
1	Assurance dommages aux biens – ALSACE
2	Assurance dommages aux biens – LORRAINE
3	Assurance dommages aux biens – CHAMPAGNE ARDENNE
4	Responsabilité civile – GRAND EST

4 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot constitue un accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum avec **un montant maximum pour chaque lot indiqué ci-dessous.**

N° Lot	Intitulé des lots	Maximum (EUR HT) sur la durée du lot concerné
1	Assurance dommages aux biens – ALSACE	Avec un maximum de 400 000.00 € HT
2	Assurance dommages aux biens – LORRAINE	Avec un maximum de 400 000.00 € HT
3	Assurance dommages aux biens – CHAMPAGNE ARDENNE	Avec un maximum de 400 000.00 € HT
4	Responsabilité civile – GRAND EST	Avec un maximum de 400 000.00 € HT

Chaque montant maximum correspond à **la valeur totale maximale des prestations** qu'il sera possible de commander sur le lot (sur l'ensemble de son périmètre et sur sa durée maximale). Il s'agit d'une limite financière contractuelle qu'il est obligatoire de fixer dans les accords-cadres et qui entraîne la fin du marché lorsqu'elle atteinte, quelle que soit la durée prévue initialement.

Les montants sont établis en fonction des données disponibles pour estimer les besoins de l'ensemble des bénéficiaires, ils intègrent volontairement une certaine marge destinée à anticiper leurs évolutions.

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande sans minimum et avec un montant maximum.

5 DUREE

5.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois qui court à compter du 01/07/2026.

Il est reconductible tacitement deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois pour chaque période. Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

La décision de non reconduction est notifiée au titulaire au plus tard trois (3) mois avant la date de fin de validité de l'accord-cadre par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception. La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne lieu à aucun versement d'indemnité.

5.2 Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée court à compter de la date de notification du marché subséquent ou la date d'entrée indiquée sur celui-ci. Les marchés subséquents se terminent au plus tard en même temps que l'accord-cadre régional.

Les dates d'entrée dans l'accord-cadre régional mentionnées dans les annexes 1 à 4 au CCTP sont indicatives. Il appartient à chaque service bénéficiaire de les confirmer ou de les modifier dans ses marchés subséquents.

La non-reconduction de l'accord-cadre entraîne la non-reconduction de l'ensemble des marchés subséquents.

6 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière :
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_AE_ANX1_BPU
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCAP_AN01_Liste_services
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCTP_ANX1_Recensement_Lot1
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCTP_ANX2_Recensement_Lot2
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCTP_ANX3_Recensement_Lot3
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCTP_ANX4_Recensement_Lot4
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCTP_ANX5_Garanties_DAB
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCTP_ANX6_Garanties_RC
 - o 2026_PFRAGE_ASSUR_CCTP_ANX7_Modele_sinistralité
- Le [Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services \(CCAG-FCS\)](#) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- L'offre technique du titulaire.

Les pièces contractuelles du marché subséquent sont désignées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces de l'accord-cadre régional dans l'ordre pré-cité
- L'acte d'engagement du marché subséquent dûment complété et signé ;
- La ou les annexes financières du marché subséquent

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes financières.

7 MODALITES D'EXECUTION

7.1 Modalités de passation des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont les marchés conclus sur le fondement de l'accord-cadre régional par les services bénéficiaires avec le titulaire du lot concerné.

Les marchés subséquents précisent les modalités et conditions d'exécution des prestations, qui ne sont pas fixées par l'accord-cadre. Ainsi, ils mentionnent notamment un responsable du suivi d'exécution, les modalités de facturation, les conditions d'accès aux sites, les consignes de sécurité. Chaque service bénéficiaire s'assure de la bonne exécution de son marché subséquent.

Le titulaire doit répondre à l'ensemble des demandes de marchés subséquents.

7.2 Emission des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent. Ils peuvent s'exécuter jusqu'à la fin de l'année civile de la fin du marché subséquent, à condition d'avoir été émis avant son terme.

Les bons de commande sont établis par la personne habilitée à passer la commande et notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Le titulaire accuse réception de la commande. La PFRA n'émet pas de bon de commande.

Les bons de commande mentionnent a minima :

- le nom du titulaire
- la référence de l'accord-cadre et du marché subséquent ;
- pour les services de l'Etat : le SIRET de l'Etat et le code service ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- l'identification de l'ordonnateur émetteur de la commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le service, le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi ;
- le nom et l'adresse précise de livraison/exécution des prestations ;
- l'adresse de facturation ;
- la désignation des prestations à réaliser ;
- la date de livraison/exécution des prestations à réaliser ;
- le cas échéant, les remises applicables en pourcentage ;
- le montant total HT des prestations établi sur la base des annexes financières, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;
- toutes mentions particulières le cas échéant (sécurité, accès, horaires, consignes).

Le cas échéant, le détail des prestations est indiqué dans le devis annexé au bon de commande.

7.3 Délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à la date fixée dans le bon de commande ou à défaut à la date de notification de chaque bon de commande.

Les délais d'exécution convenus couvrent la préparation, la réalisation et l'achèvement de toutes les prestations prévues incombant aux titulaires.

7.4 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit expressément demander un report de délai auprès du service bénéficiaire en exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

En cas de refus motivé du service bénéficiaire, il est fait application des pénalités prévues.

7.5 Modification et annulation du bon de commande

Si un litige imputable au titulaire (tel que le non-respect du délai contractuel d'exécution) est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, le bon de commande est modifié ou annulé sans indemnités ou tous autres frais.

7.6 Suspension des prestations

Pour un motif d'intérêt général (*exemple : travaux, mise aux normes, sécurité*), le service bénéficiaire peut suspendre l'exécution d'une prestation pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu ni à rémunération ni à indemnisation durant cette période.

Le service bénéficiaire informe le titulaire des conditions de cette suspension (motif, durée, date de reprise si connue) et respecte un délai de préavis de un (1) mois.

8 PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS

8.1 Représentation des parties

- **Pouvoir adjudicateur**

Le suivi global de l'accord-cadre régional est assuré par la PFRA dont l'adresse fonctionnelle est achat@grand-est.gouv.fr

- **Services bénéficiaires**

Chaque service bénéficiaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

- **Titulaire**

L'offre du titulaire désigne les personnes physiques habilitées à le représenter auprès des services bénéficiaires pour les besoins de l'exécution du marché.

Il désigne également le responsable « Grands Comptes » ou équivalent qui est chargé d'être l'interlocuteur de la PFRA pour le suivi global de l'accord-cadre régional.

Chaque partie s'engage à communiquer, sans délai, toute modification des interlocuteurs désignés.

8.2 Pilotage des prestations

Le titulaire s'engage à participer aux réunions que le pouvoir adjudicateur ou le service bénéficiaire organise et à transmettre les informations demandées. Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

8.2.1 Réunion de démarrage

La PFRA organise une réunion de démarrage dans les meilleurs délais à compter de la notification de l'accord-cadre en présence du titulaire et des services bénéficiaires.

La réunion a pour but de :

- Présenter l'organisation du projet ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à exécuter ;
- Rappeler la nature des livrables et le planning associé (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché) ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- Identifier les différents interlocuteurs et préciser les modes de communication.

8.2.2 Réunion de suivi et bilan annuel

La PFRA organise en tant que de besoin, et a minima une fois par an, une réunion de suivi en présence du titulaire et des services bénéficiaires.

Dans ce cadre, le titulaire produit un rapport d'activité sous forme de tableau et le transmet à la PFRA à l'adresse achat@grand-est.gouv.fr au plus tard 15 jours calendaires avant la date de la réunion de bilan annuel. Le titulaire présente ses analyses et conseille le pouvoir adjudicateur, au regard des

conclusions émises.

Le rapport comprend notamment :

- La liste des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre avec leur objet et leur montant
- L'avis d'échéance de chaque service.
- Les états mensuels des biens assurés de chaque service.
- Un état global du lot concerné accompagné d'une synthèse annuelle de l'ensemble de la facturation des marchés subséquents.
- Les événements majeurs ayant modifié l'état des locaux assurés.
- Les éventuelles modifications apportées aux garanties.
- La synthèse de la sinistralité.
- Les propositions pour éviter la dégradation des résultats, les conséquences des évolutions ressortant de la veille assurée par le gestionnaire du titulaire.

Le service bénéficiaire organise des réunions de suivi en tant que de besoin sur le périmètre de son marché subséquent. Il peut solliciter l'appui de la PFRA dans le cadre de ces réunions. Sur demande du service, le titulaire communique les mêmes indicateurs que ceux prévus pour le bilan annuel, au plus tard cinq jours ouvrés en amont de la réunion.

A l'issue de chaque réunion, le titulaire produit un compte-rendu et le transmet à la PFRA et le cas échéant au service bénéficiaire à l'initiative de la réunion, au plus tard cinq jours ouvrables après la réunion.

Sur demande, le titulaire établit un plan d'action sur la base des problématiques soulevées lors de la réunion et assure son suivi jusqu'à son entière réalisation.

8.2.3 Suivi de l'exécution financière

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur de suivre l'exécution financière de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- Produire un état annuel de la consommation, tous bénéficiaires confondus ;
- Produire un état de la consommation à date, à la demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai maximal de 5 jours à compter de cette demande ;
- Alerter le pouvoir adjudicateur lorsque les consommations atteignent 75 % de la valeur maximale prévue par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation.

9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire est soumis à une obligation permanente de conseil (ou d'alerte), il est tenu de signaler tous les éléments (dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels etc) qui pourraient compromettre la bonne exécution des prestations. Ce devoir est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire doit déclarer sans délai toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le titulaire transmet au service bénéficiaire ou à la PFRA, sur simple demande de leur part, un état déclaratif de sinistralité dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande. Un modèle de relevé de sinistre est fourni à l'annexe 7 du CCTP.

Le titulaire doit notifier à la PFRA sans délai tout changement le concernant notamment lié à sa raison sociale, dénomination, adresse, coordonnées bancaires (RIB), SIRET, représentants etc. Au besoin, le pouvoir adjudicateur établit un certificat administratif qui acte ces changements.

9.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Aucun de ces éléments ne peut être communiqué à des tiers ou utilisé par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Sur demande, le titulaire retourne les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

9.3 Communication du beges et du plan de transition

Si le titulaire (ou le sous-traitant) est une personne morale de droit privé employant plus de 500 personnes (L229-25, I, 1^o) du code de l'environnement), et si ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, le titulaire (ou le sous-traitant) doit :

- publier le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) générées du fait des activités et le plan de transition associé sur le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché et en informer la PFRA ;
- renouveler le BEGES (et le plan de transition associé) s'il arrive à échéance durant l'exécution du marché dans un délai de 6 mois à compter de l'expiration du BEGES initial.

9.4 Règlements intérieurs

Le personnel du titulaire, et celui de ses éventuels sous-traitants, reconnaissent avoir pris connaissance des règlements intérieurs, dispositions de fonctionnement et consignes de sécurité des différents lieux d'exécution des prestations et sont tenus d'observer ces dispositions et les prescriptions qui en découlent, ainsi que leurs éventuelles évolutions en cours de marché.

9.5 Application de la réglementation du travail

Le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et à chaque demande, les documents visés aux articles D. 8222-5 et suivants du code du travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée. En application des articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail, le titulaire fournit tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés et qui sont soumis à autorisation de travail (mentionnant la date d'embauche, la

nationalité, le type et le n° d'ordre valant autorisation de travail).

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

10 MODIFICATION ET CLAUSES DE REEXAMEN

Toutes les modifications apportées à l'accord-cadre par avenant s'appliquent également aux marchés subséquents en cours.

10.1 Evolution du périmètre

Les sites peuvent être sujet à modifications par rapport au recensement initial, suite notamment à fermeture totale ou partielle, déménagement, adjonction, éventuellement départ et arrivée de nouveaux ordonnateurs.

Ces modifications peuvent être réalisées quel qu'en soit le montant, dès lors que les prestations à réaliser sont prévues par l'accord-cadre.

- Pour les prestations d'assurance dommage aux biens, en cas d'ajout d'un site, d'un bâtiment ou d'une prestation d'assurance complémentaire le service bénéficiaire respecte un préavis d'un mois entre la demande d'ajout et la prise en charge effective.

Le service bénéficiaire adresse sa demande au titulaire qui doit transmettre sa proposition technique et financière dans un délai de cinq jours ouvrés à réception de toutes informations nécessaires à l'étude (document de recensement, date de prise en charge, état des lieux contradictoires...).

Ces prestations sont chiffrées sur la base d'une proposition conforme à l'économie globale de l'accord-cadre. Une proposition conforme est cohérente et comparable aux propositions faites au stade de la remise des offres pour les sites présents au recensement initial. Le titulaire doit sur simple demande justifier les prix proposés.

- En cas de suppression d'un site le service bénéficiaire respecte un préavis d'un mois entre l'information faite au titulaire et l'arrêt de la prise en charge.

Les prestations concernées sont de facto résiliées, sans que le prestataire ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation. Une facture pourra être émise au prorata du nombre de mois réalisés. Tout mois commencé est entièrement dû au titulaire.

Corrélativement, le service bénéficiaire n'est plus tenu au paiement des prestations pour les locaux abandonnés.

- Pour les prestations d'assurance – objet de valeur et d'art, les services bénéficiaires peuvent réaliser sans délais des modifications en cas d'ajout, retrait ou déménagement de biens.

Les modifications font l'objet d'un avenant au marché subséquent conclu par le service bénéficiaire concerné avec le titulaire ou d'un bon de commande rectificatif selon la situation.

10.2 Evolution des prestations prévues au bordereau des prix

En lien avec l'objet du marché, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire d'apporter des

modifications aux prestations prévues à l'accord-cadre, ou d'en ajouter de nouvelles en vue de leur amélioration ou de leur adaptation aux besoins.

A compter de la réception de cette demande, le titulaire transmet sous dix jours une proposition technique et financière comprenant a minima les références, les caractéristiques techniques, les prix publics et les remises consenties.

Cette demande n'engage pas le pouvoir adjudicateur qui décide de l'opportunité d'acter ces modifications dans un avenant.

10.3 Evolution du montant maximum

Si, en raison d'une évolution à la hausse des besoins, le montant maximum risque d'être atteint avant la date de fin de validité de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent convenir d'une modification du montant maximum par avenant, dans la limite de 30% du maximum initial.

10.4 Cession du marché

Dans les cadre d'une opération de restructuration du titulaire initial (fusion, scission, absorption, transmission universelle de patrimoine ou toute autre restructuration du titulaire entraînant une transmission de ses droits et obligations), le marché pourra être poursuivi par la personne morale issue de cette opération, sous réserve qu'elle remplisse les conditions de capacité initialement exigées et que la modification n'entraîne pas de changement substantiel au sens de l'article R.2194-6 du Code de la commande publique.

Le titulaire transmet sa demande à la PFRA avec les justificatifs de la situation juridique ayant motivé la cession (traité de fusion, PV d'assemblée, etc) et les pièces justificatives de l'entité cessionnaire (extrait kbis ou équivalent, présentation de ses capacités techniques et financières, attestations fiscales et sociales etc).

Par ailleurs, en cas défaillance, retrait, cessation d'activité, fusion, scission, ou toute autre cause rendant impossible la participation effective d'un membre du groupement, ce dernier peut être remplacé par un autre opérateur économique à condition que la nouvelle répartition des prestations garantisse la continuité de l'exécution et sans que cette substitution ne puisse modifier substantiellement les conditions d'exécution du marché.

La cession du marché par le titulaire initial à une autre entité est subordonnée à la signature d'un **avenant de transfert** entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire initial et l'entité cessionnaire. Il prend effet à la date prévue à l'avenant ou à défaut à sa date de notification à l'entité cessionnaire.

11 SECURITE DES SITES

Au cours de ses interventions, le personnel du titulaire est assujetti aux règles d'accès et de sécurité établies par le service bénéficiaire.

Des conditions particulières de sécurité sont précisées le cas échéant dans les bons de commande.

Les titulaires sont réputés connaître toutes les conditions d'intervention propres à ces établissements à la signature de l'acte d'engagement. Les titulaires renoncent donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant de ces contraintes.

12 REGIME FINANCIER

12.1 Prix de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires.

Les prestations d'assurance dommage aux biens sont réglées par application des prix contenus dans l'annexe financière 1 Lots 1 à 3 à l'acte d'engagement.

Les prestations d'assurance responsabilité civile sont réglées par application des prix contenus dans l'annexe financière 1 Lot 4 à l'acte d'engagement.

Les prix de l'accord-cadre constituent des prix plafonds.

Lorsqu'un bon de commande est émis pour une année incomplète, le montant du prix de la prestation sera calculé au prorata du nombre mois concerné.

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

Les prix contractuels s'entendent en euros hors taxes et sont majorés du taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

12.2 Prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont inférieurs ou égaux aux prix plafonds de l'accord-cadre.

Les prix des marchés subséquents sont indiqués dans les documents particuliers de chaque marché subséquent.

12.3 Variation des prix

12.3.1 Primes annuelles – indexation – modalité d'ajustement DAB

12.3.1.1 Primes annuelles

La prime annuelle DAB est obtenue par l'application du taux moyen par rapport à la surface totale, quelles que soient la nature et la destination des bâtiments, y compris des bâtiments nouvellement incorporés au marché.

En ce qui concerne le risque de catastrophes naturelles et conformément à l'article L561-3 du Code de l'environnement, ce fonds est alimenté par un prélèvement sur le produit des primes ou cotisations additionnelles relatives à la garantie contre le risque de catastrophes naturelles, prévues à l'article L. 125-2 du code des assurances. Les contrats d'assurance souscrits par l'Etat sont exclus de son champ d'application.

A cette prime HT s'ajoute les frais et taxes d'assurance en vigueur.

En ce qui concerne la déclaration de l'administration, il est toléré une marge d'erreur de 15% de cette superficie globale.

L'assureur renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des cotisations est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote de dépenses).

12.3.1.2 Indexation – modalité d'ajustement des primes annuelles

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont révisés chaque année au 1^{er} janvier, pour l'année civile à venir.

Les prix révisés entrent en vigueur le premier jour de l'année civile. Ils restent ensuite inchangés jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Quelle que soit la date d'émission des bons de commande, les prix sont valables sur la base de l'année civile.

Exemple :

Bon de commande émis le 02/11/2026

→ Soit le bon de commande couvre la période du 02/11/26 au 31/12/26 (prix 2026), et un nouveau bon de commande est émis pour la période du 01/01/27 au 31/12/27 (prix 2027)

→ Soit le bon de commande couvre la période du 02/11/26 au 01/11/27, mais en appliquant deux prix différents : le prix 2026 pour la période du 02/11/26 au 31/12/26 et le prix 2027 pour la période du 01/01/27 au 01/11/27

Le calcul de la révision des prix est effectué par la PFRA qui communique au titulaire le coefficient de révision applicable. Le titulaire dispose alors de 5 jours ouvrés pour retourner les annexes financières mises à jour.

La révision des prix s'applique aux prix initiaux hors taxe du marché établis sur la base des conditions économiques du mois de la limite de remise des offres (« mois zéro »), et ce même si la procédure a donné lieu à une négociation.

L'indice de référence choisi est : l'indice FFB du coût de la construction publié sur le site de la Fédération française du Bâtiment.

Le coefficient de révision Cn est calculé selon la formule suivante :

Formule

$$Cn = \text{Indice } N / \text{Indice } 0$$

Où :

Indice N = dernier indice définitif connu à la date de révision

Indice 0 = Indice définitif du « mois zéro »

Les prix révisés sont obtenus en multipliant les prix initiaux HT par le coefficient Cn.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix comprendront deux décimales et sont arrondis de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de disparition ou de modification substantielle de l'index de référence, un index de substitution équivalent sera proposé par le pouvoir adjudicateur, après consultation du titulaire.

- **Clause de sauvegarde :**

En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité pour le titulaire lorsque l'application des révisions entraîne une augmentation des prix supérieure à 10 %.

- **Variations imprévisibles**

Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur sans délai accompagné des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel de la prestation concernée et de la décomposition exacte du prix de revient.

Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans une validation expresse du pouvoir adjudicateur de l'accord cadre.

12.3.2 Primes annuelles – Indexation – modalité d'ajustement RC

12.3.2.1 Primes annuelles

Les éléments servant de base au calcul de la prime sont les suivants :

- Masse salariale brute (hors charge patronale)
- Budget de fonctionnement
- Taux de prime fixé par l'Assureur

L'assureur renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des cotisations est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote de dépenses).

12.3.2.2 Indexation – modalité d'ajustement des primes annuelles

Le montant forfaitaire annuel est ferme pendant la première année civile de l'accord-cadre.

L'administration s'engage à communiquer le montant de la masse salariale brute au titulaire dès que celle-ci est connue de ses services.

Dans la mesure où le montant ne serait pas connu au 31 décembre, il peut être mis en place, par le titulaire, une cotisation provisionnelle égale à la cotisation ou la prime de l'exercice écoulé.

Une fois l'assiette connue, cette cotisation provisionnelle fera l'objet d'un ajustement et donnera lieu, selon le cas, à appel d'un complément de cotisation ou au remboursement du trop-perçu par le titulaire.

Les éléments de révision doivent être expliqués dans l'annexe au cadre de réponse technique relatif à la nature et l'étendue des garanties. A défaut, il sera considéré que les prix sont fermes durant toute la durée du marché.

12.3.3 Augmentation du taux de cotisation en cas d'aggravation du risque

Dans le cas où le titulaire envisagerait une augmentation des taux de cotisation compte-tenu d'une aggravation du risque (hors convention d'indexation automatique du contrat), il devrait en informer la personne publique souscriptrice par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant la date d'échéance du contrat et dans ce délai, la personne publique pourrait alors résilier son contrat à l'échéance principale.

Le titulaire doit accompagner sa proposition des éléments de justification de l'aggravation du risque. À défaut, le titulaire est forcé à demander une augmentation des taux de cotisation.

Si le titulaire fait application de sa faculté d'augmentation du taux de cotisation en cas d'aggravation du risque, pour tous les sites qui ne connaissent pas d'aggravation et par parallélisme, le titulaire applique une diminution du taux de cotisation.

13 FACTURATION

13.1 Transmission dématérialisée des factures

En application des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du Code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, tous les titulaires et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures **sous format électronique via le portail Chorus Pro**.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission :

- déposer les factures directement sur le site [Chorus Pro](#) (mode portail) ;
- raccorder son système d'information à Chorus Pro et ses flux de factures en mode EDI ou en mode API (conseillé en cas d'envois en masse). De la documentation est mise à disposition sur [le site de la Communauté Chorus Pro](#).

Le paiement des prestations est à la charge de chaque service bénéficiaire. Le titulaire adresse ses factures via CHORUS PRO au service bénéficiaire concerné.

Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire.

13.2 Service fait

Le paiement est effectué après constatation du service fait par le service bénéficiaire.

La date de réception de la facture par le service bénéficiaire ne peut, en aucun cas, être antérieure au service fait. Les factures peuvent être déposées dès que les prestations ont été réalisées conformément aux prescriptions du cahier des charges.

13.3 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire : raison sociale, adresse et SIRET correspondant à l'acte d'engagement ;
- La date d'émission de la facture et le numéro unique de la facture ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;

- Le numéro de référence et date du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

La facture doit être accompagnée d'une copie du bon de commande.

Sur demande du service bénéficiaire, le titulaire transmet tous les justificatifs nécessaires au contrôle du service fait et de la conformité des factures pour la mise en paiement.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui n'est pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

13.4 *Avances*

Une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

13.5 *Acomptes*

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-20 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

13.6 *Cession ou nantissement*

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

13.7 *Comptable assignataire*

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires. L'arrêté peut faire l'objet d'une mise à jour annuelle et est publié au Journal officiel de la République française JORF.

Le comptable assignataire d'un établissement public de l'Etat est l'agent comptable.

13.8 Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé à trente jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 et suivants et R.2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

13.9 Paiement des sous-traitants directs

Le sous-traitant du titulaire qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur a droit au paiement direct pour la part du marché dont il assure l'exécution dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

14 DECLARATION DE SINISTRE

Commun aux trois garanties

14.1 Déclaration de sinistre

Par dérogation au code des assurances, l'administration s'engage à déclarer tout sinistre dans un délai de dix (10) jours ouvrables, à compter de la connaissance de celui-ci par les services de l'Etat et Etablissements Publics de la Région Grand-Est.

L'administration fera parvenir au titulaire dans les délais les plus brefs, une déclaration indiquant la date et les circonstances du sinistre, les causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages. Il sera, aussi fourni, un état estimatif détaillé (état des pertes) certifié sincère et signé par l'ordonnateur, des biens assurés endommagés, détruits et sauvés.

Le titulaire renonce à effectuer toute retenue sur l'indemnité due aux services de l'Etat et Etablissements Publics, sauf dans le cas d'oppositions ou d'inscriptions légales. Il accepte, pour autant qu'ils soient raisonnables, les délais nécessaires aux services en vue de la fourniture de l'état descriptif et estimatif des biens sinistrés.

14.2 Clause de 72 heures

Les pertes et dommages aux biens assurés survenant pendant une période de 72 heures consécutives et causés par une tempête, un ouragan, un cyclone, une inondation, un glissement de terrain, un effondrement ou un tremblement de terre, constitueront un seul événement pour l'application de la franchise et des montants de garantie prévus dans le contrat.

Afin de procéder à une bonne application de ce délai, la fixation du commencement de cette période de 72 heures sera laissée à la discrétion de l'administration étant étendu qu'il ne peut y avoir de chevauchement de deux (ou plus) périodes de 72 heures.

14.3 Expertises

Les expertises, en cas de sinistre, ne devront, en aucun, cas arrêter la bonne marche des services sauf dans les locaux ou parties des locaux atteints par le sinistre.

14.4 Acompte – Délai de règlement des sinistres

En cas de sinistre, l'estimation des dommages effectuées par les experts, sera chiffrée en fonction de la valeur réelle des réparations au jour du sinistre. En cas d'impossibilité de régler le sinistre dans le

mois suivant la date de survenance de ce dernier, le titulaire s'engage à verser des acomptes à valoir sur tout sinistre dû.

Ces acomptes seront déterminés à dire d'expert et devront être versés au plus tard au terme d'un mois après la déclaration du sinistre.

Le règlement des indemnités doit être fixé à 30 jours après la date de l'accord amiable ou de la décision judiciaire exécutoire.

15 MISE EN PLACE DES PRESTATIONS – NOTE DE COUVERTURE

Commun aux trois garanties

Des notes de couverture seront automatiquement et obligatoirement mises en place par le titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Les dates de début de contrat, pour chaque service de l'Etat et Etablissement Public sont répertoriées dans les annexes 1 à 4 au CCTP ; c'est à ces différentes dates que les notes de couvertures devront être mises en place.

Dès la notification du marché subséquent par le service, le titulaire procédera à la mise en place définitive du contrat d'assurance.

16 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Lorsqu'aucune des pénalités spécifiques prévues ci-après n'est applicable, la PFRA ou le service bénéficiaire peut, après mise en demeure du titulaire de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse, appliquer une pénalité de 100 euros par jour de retard constaté.

Par dérogation aux dispositions de l'art. 14 du CCAG-FCS, les autres pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Il n'y a pas de montant minimal exonérant le titulaire ou de pourcentage maximal de calcul du montant de pénalité.

Les pénalités sont cumulables et ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

La décision d'appliquer des pénalités est notifiée au titulaire par écrit. Cette notification précisera la nature du manquement, le montant de la pénalité appliquée et les modalités de paiement ou de déduction de la pénalité du montant dû au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception pour contester la pénalité appliquée. Passé ce délai, la pénalité sera réputée acceptée par le titulaire.

Les pénalités sont appliquées soit par l'émission d'un titre exécutoire soit par compensation en retenant la somme sur une facture d'acompte ou de solde, ou par le dépôt d'un avoir correspondant.

Les pénalités se situent hors du domaine d'application de la TVA.

Les pénalités « par jour » s'entendent par jour ouvré, chaque jour entamé étant compté.

Absence non prévenue et injustifiée à une réunion	50 € par manquement
Tout retard non prévu et non justifié, dans la mise en place de la note de couverture dans les délais prévus à l'article 15 du présent document	50 € par jour de retard
Tout retard non prévu et non justifié, dans la remise du bilan annuel, du relevé de sinistralité, et tout autre livrable	50 € par jour de retard pour le site concerné
Non-transmission du BEGES et du plan de transition dans les délais pour les titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement	50 € par jour de retard
Tout autre manquement à ses engagements qu'il a explicitement pris dans son offre.	100 € par manquement
Non transmission tous les six mois, à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail à l'adresse suivante : https://www.e-attestations.com	50 € par non-respect constaté
Constatation de l'absence de déclaration d'un sous-traitant auprès du pouvoir adjudicateur. En complément de l'art. 3.6.3 du CCAG	50 € par non-respect constaté

17 PERTE DE L'EXCLUSIVITÉ

Le recours à un support contractuel autre que le présent accord-cadre est autorisé dans les cas suivants sans que le titulaire ne puisse solliciter une quelconque indemnisation :

- Si le titulaire n'a pas la capacité de répondre à une demande importante ou trop spécifique ;
- Si les prestations du titulaire sont jugées insatisfaisantes et après mise en demeure restée sans effet.
- Si le chiffrage des sites nouvellement entrants ou actualisés ne sont pas conformes à l'économie globale du marché

Ces dispositions ne modifient en rien les engagements de performance, de qualité et de délais convenus dans le présent accord-cadre.

18 DISPOSITIONS DIVERSES

18.1 Forme des notifications et des informations

La PFRA et les services bénéficiaires notifient au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents du marché) permettant de déterminer la date de sa réception.

18.2 Langue

L'ensemble des communications écrites ou orales s'effectuent en français. Tous les documents remis

par le titulaire sont rédigés en langue française ou accompagnée d'une traduction en français.

18.3 *Sous-traitance*

En cours d'exécution du marché, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance et présenter les documents de preuve justifiant l'absence de motif d'exclusion des marchés publics.

A cette fin, le titulaire utilise le formulaire DC4 pré-complété et joint au dossier de consultation et transmet sa demande complète à l'adresse achat@grand-est.gouv.fr

Dans le cadre de l'exécution d'un marché subséquent, la demande est adressée au service bénéficiaire du marché subséquent.

18.4 *Relations fournisseurs*

La passation et l'exécution de l'accord-cadre se font dans le respect des dispositions de la Charte de déontologie de la PFRA Grand Est. Elle vise notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt.

La PFRA Grand Est est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) et a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017, délivré par la [Médiation des entreprises et le conseil national des achats](#).

À ce titre, elle invite ses fournisseurs à s'engager dans un parcours des achats responsables, en signant la Charte RFAR, et aboutissant, pour les plus engagés à l'obtention du Label RFAR. Le titulaire s'engage à informer la PFRA de toute démarche entreprise en la matière.

La médiation des entreprises et le conseil national des achats ([CNA](#)) accompagnent le titulaire dans cette démarche : charterfar@finances.gouv.fr

18.5 *Secret des affaires*

Le titulaire consent, en application de l'article L151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle ou en cas de passation d'un marché de substitution.

Le pouvoir adjudicateur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

18.6 *Traitement des données à caractère personnel*

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable du traitement des données à caractère personnel. Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-

traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, notamment [le règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE \(«règlement général sur la protection des données » ou RGPD\)](#) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

18.7 Assurances

Le titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers ainsi que des dommages qu'il cause en cas d'inexécution.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances. Il s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie et à l'informer expressément de toute modification de son contrat d'assurance.

18.8 Prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

19 DIFFERENDS

L'accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2397-1 à R. 2397-4 du code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises peut être saisi en ligne sur le site :
<https://www.economie.gouv.fr/mediateurdesentreprises>

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nancy.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. La juridiction compétente pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Strasbourg dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Strasbourg

20 RÉSILIATION

20.1 Résiliation de l'accord-cadre

En plus des cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire si un service bénéficiaire au moins a résilié son marché subséquent pour faute.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

La résiliation de l'accord-cadre peut entraîner la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution. La décision de résiliation en précise les modalités.

20.2 Résiliation des marchés subséquents

La résiliation aux torts exclusifs est motivée dans les cas de défaillance du titulaire du marché, liée à l'inexécution des prestations notamment en cas de non-respect des engagements du titulaire relatif à la qualité de service ou du non-respect de l'économie générale du marché.

21 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

<i>Objet de la dérogation</i>	<i>Article du CCAP</i>	<i>Article du CCAG-FCS</i>
Documents Contractuels	6	4.1
Indexation – modalité d'ajustement des primes annuelles	12.3.1.2	6.1.1
Pénalités	14	16